

SPECIAL INFORMATIONS OUVRIÈRES
TRIMESTRIEL LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES SEMESTRIEL DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT, POI

LE PARTI OUVRIER INDÉPENDANT S'ADRESSE AUX MANIFESTANTS DU 30 SEPTEMBRE

Aux dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui manifestent ce dimanche 30 septembre à Paris contre la ratification du TSCG, le Parti ouvrier indépendant adresse ses saluts, félicite ceux qui ont décidé de manifester et appelle à la détermination, à l'unité et à la solidarité.

Dans ce pays, on n'a pas varié depuis la victoire de 1962. On a continué à manifester, à se battre, à se battre pour défendre nos droits, nos libertés, nos conquêtes sociales. On a continué à manifester, à se battre, à se battre pour défendre nos droits, nos libertés, nos conquêtes sociales.

C'est par dizaines de milliers que travailleurs, jeunes, retraités ont manifesté dimanche 30 septembre. Ils sont venus pour dire non à la ratification du traité européen qui impose le carcan de la règle d'or.

Pour aider à ce combat : rejoignez le Parti ouvrier indépendant !



Le Parti ouvrier indépendant s'adresse aux manifestants du 30 septembre

« Aux dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui manifestent ce dimanche 30 septembre à Paris contre la ratification du TSCG, le Parti ouvrier indépendant adresse son salut. Ensemble, nous défilons pour dénoncer ce traité indigne qui piétine la souveraineté du peuple et la démocratie, et menace de démanteler ce qui reste de droits ouvriers et de conquêtes sociales. Le peuple de ce pays n'a pas varié depuis la victoire du vote non au traité constitutionnel en 2005. Il est majoritairement opposé au TSCG et aux diktats de l'Union européenne. Ces dizaines de milliers de manifestants en sont la preuve vivante. Sans doute auraient-ils été des centaines de milliers si un appel ferme et sans réserve avait été lancé par les partis se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie pour contraindre Hollande à renoncer à cette ratification. »

Extraits du numéro spécial d'Informations ouvrières diffusé au cours de la manifestation du 30 septembre à Paris

Reportage dans la manifestation du 30 septembre à Paris “Hollande, Ayrault, votre budget, on n'en veut pas !”

Marie Stagliano avec nos correspondants

C'est par dizaines de milliers que travailleurs, jeunes, retraités ont manifesté dimanche 30 septembre. Ils sont venus pour dire non à la ratification du traité européen qui impose le carcan de la règle d'or. Le cortège du POI s'ébranle en fin de manifestation, après deux heures d'attente. Les mots d'ordre fusent contre la ratification du TSCG. Un cortège important, des banderoles de toute la France, de Marseille à Lille, de Moselle à la Gironde. Ils sont venus en cars, en trains, partant tôt le matin, pour manifester. Le cortège est dynamique. Des comités locaux regroupant, au coude-à-coude, des militants du POI, du PCF, du PG, des syndicalistes, qui ont décidé de manifester ensemble, portent ces mêmes mots d'ordre en tête de la manifestation, se distinguant dans le silence général des autres cortèges. Sur le trottoir, deux militants, membres de ces comités, l'un badgé PCF et l'autre POI, expliquent ensemble à un militant du PCF, le sens de leur combat. « Paris, Lisbonne, Madrid, Athènes, dehors l'Union européenne » : un mot d'ordre qui revient très souvent. Dans l'esprit de tous les manifestants, il y a les récentes mobilisations en Espagne et au Portugal contre les plans dictés par Bruxelles. « Une grande réussite cette manifestation, confie une manifestante, mais est-ce que ça

va suffire pour que le gouvernement recule ? Dire qu'on est des dizaines de milliers, alors que le Front de gauche a appelé tardivement. S'ils s'étaient mieux préparés, on serait des centaines de milliers. » Oui, sans aucun doute, ce sont des centaines de milliers qui auraient défilé, comme on pouvait le lire dans le *Informations ouvrières* spécial que les militants du POI diffusaient à toutes les sorties de métro et tout au long de la manifestation. Le fait est que, au moment où nous bouclons ce journal, la ratification est en cours à l'Assemblée nationale. Puis, quelques jours plus tard, ce sera la mise en œuvre du traité via la loi organique, ensuite le budget pour 2013 et celui du financement de la Sécurité sociale. Des milliards d'euros d'économies sur le dos de la population ! La même politique de rigueur que celle qui étrangle les peuples grec, portugais, espagnol. Une enseignante laisse éclater sa colère : « Qu'est-ce que je constate ? Que rien n'a changé. Nous avons fait la rentrée prévue par Sarkozy. Le gouvernement Hollande est incapable de tirer les leçons des politiques menées par les socialistes en Grèce, au Portugal et en Espagne, et persiste à plier devant les exigences de l'Union européenne. Imposer ce traité, c'est trouver un bon prétexte pour aller encore plus loin dans la destruction des services publics et de la Sécurité sociale. » Ce qui rend possible cette politique d'austérité, c'est la ratification du TSCG. Ce qui la rend possible, c'est que François Hollande ait eu les mains libres pour prendre la décision de présenter au Parlement l'autorisation de ratifier ce traité.

“Paris, Lisbonne, Madrid, Athènes, dehors l'Union européenne”, un mot d'ordre qui revient très souvent

« L'austérité, on n'en veut pas ! Le TSCG ne doit pas être ratifié ! » : c'est l'exigence portée par ces dizaines de milliers de manifestants. Ces mots d'ordre n'ont pourtant pas trouvé leur place sur les banderoles des organisateurs qui défilent derrière le mot d'ordre : « Pour une Europe solidaire. » Dans la manifestation, puis au retour, les discussions vont bon train. Un syndicaliste explique : « Sur ma commune, l'hôpital fout le camp, les classes sont surchargées, les boîtes ferment... Il faudrait, maintenant, construire un comité pour poursuivre, se regrouper pour faire échec au gouvernement. » De nombreux comités pour l'unité vont se réunir dès cette semaine pour décider de la suite du combat contre le TSCG et le plan d'austérité.

La manifestation vue par “Le Monde”
“Le Monde” écrit, le 2 octobre : « Traité budgétaire européen, trop tard pour dire “non”. (...) La manifestation du Front de gauche et de Jean-Luc Mélenchon a eu lieu alors que les jeux sont faits. Elle était un baroud d'honneur avant l'adoption du traité budgétaire européen qui sera voté par le Parlement français. »

Photos / O

Projets de budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale pour 2013 :

“Une cure de rigueur historique” (AFP)

Ils ont eu bien raison, ces manifestants du 30 septembre à Paris, de réunir dans leur rejet l'Union européenne, ses traités (dont le dernier en date, le TSCG) et la politique des gouvernements à Madrid, à Athènes, à Lisbonne, et aussi... à Paris. A la veille de la discussion à l'Assemblée nationale de la ratification du

TSCG, le gouvernement a présenté deux textes qui organisent une rigueur sans précédent : le projet de budget de l'Etat et celui de la Sécurité sociale pour l'an prochain. Des dizaines de milliards d'euros de coupes, des dizaines de milliards d'impôts supplémentaires.

Et pas uniquement sur les riches, comme le prétendent pourtant les ministres et le président de la République.

Le Monde, qu'on ne peut suspecter d'extrémisme antigouvernemental, est conduit à titrer sa « une » du 2 octobre : « *Impôts : tout le monde va payer.* » Yan LEGOFF ■

Les principales mesures annoncées par le gouvernement

► Administrations publiques : 10 milliards d'euros de coupes (au moins)

— 12 300 suppressions de postes (hors Education nationale, Justice et police), dont 2 350 aux Finances, 614 dans l'ex-ministère de l'Équipement, 280 à l'Agriculture, 186 aux Affaires sociales, 141 au Travail...

— **Gel global** de la masse salariale des fonctionnaires.

— **1 300 suppressions de postes** dans les opérateurs de l'Etat (CNRS, Météo France, etc.).

— **Baisse de 5 %** des crédits de fonctionnement.

— **Annulation de projets d'investissement** dans les transports, la culture pour 1,2 milliard...

— **Gel des dotations** aux collectivités locales.

Le gouvernement veut en outre mettre « en réserve » 7 milliards d'euros supplémentaires, qu'il pourra utiliser à sa guise si le déficit est plus élevé que prévu.

► Sécurité sociale : 5,5 milliards d'euros d'effort exigés des assurés

Le 1^{er} octobre, le gouvernement a rendu public son projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013.

« *Le redressement des comptes sociaux engagé par le gouvernement s'inscrit dans sa stratégie globale de finances publiques* », dit le communiqué conjoint du ministère de l'Économie et du ministère de la Santé. Et de marteler : « *Ramener le déficit des finances publiques*

à 3 % du PIB est un impératif. » Conséquence : « *Un effort de 5,5 milliards d'euros en dépenses et en recettes* », c'est-à-dire en taxes et restrictions supplémentaires.



► Impôt : jusqu'à 11,6 % de hausse pour les revenus modestes

Le gouvernement Sarkozy l'avait décidé pour 2012, le gouvernement Hollande le maintient pour 2013 : le gel des seuils des tranches du barème de l'impôt sur le revenu va mécaniquement entraîner une importante hausse de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement prétend que 7,4 millions de ménages ne seront pas touchés, grâce à un mécanisme appelé décote (qui diminue l'impôt pour les foyers les plus faiblement imposés).

Les 12 autres millions de foyers imposables seraient tous des millionnaires ?

Le Monde (2 octobre) publie un tableau édifiant :

● **Un célibataire**, avec 17 000 euros annuels de revenus nets imposables (à peine plus de 1 400 euros par mois, une fortune !), **paiera 4,5 % de plus.**

● **Une mère de famille** élevant seule son enfant, disposant de 24 000 euros annuels (2 000 euros par mois) : **10,1 % d'impôt en plus.**

● **Un couple, avec un enfant**, disposant de 30 000 euros annuels (2 500 euros par mois pour toute la famille) : **11,6 % !**

Et les riches, les vrais ?

La taxe à 75 % sur les revenus supérieurs à un million d'euros est une mesure « *avant tout symbolique* », estime l'AFP, puisque ne touchant pas les revenus financiers (dividendes, stock-options, intérêts) qui constituent pourtant la plus grande partie des ressources de ces très grandes fortunes.

L'instauration d'une tranche supplémentaire (au taux de 45 % au-delà de 150 000 euros annuels) est aussi cosmétique et entraîne, dans bien des cas, des augmentations d'impôts inférieures, en pourcentage, à celle supportées par les revenus modestes !



► Les retraités taxés

Le gouvernement veut instaurer en 2013 une taxe de 0,15 % (0,30 % l'année suivante) sur les pensions « *pour financer la dépendance* ». Elle ne concernerait, dit-il, que « *les retraités aisés* »... Les « *retraités aisés* », pour le gouvernement, ce sont tous ceux qui paient des impôts sur le revenu ! Et ils sont de plus en plus nombreux, compte tenu du gel des tranches de l'impôt sur le revenu. Concrètement, le gouvernement entend soumettre les pensions à la contribution de solidarité autonomie. Cette contribution, à laquelle les patrons sont soumis depuis 2004, ne rapporte pas assez !

Comme il n'est pas question pour le gouvernement de faire payer davantage les patrons, ce sont les retraités qui devraient aussi la payer !

BAS LES PATTES DEVANT LES RETRAITÉS, AUGMENTATION DES COTISATIONS PATRONALES ! Depuis 1980, les cotisations patronales ont baissé de 4,24 %, selon la Commission des comptes de la Sécurité sociale. Le rétablissement de ces 4,24 % de cotisations patronales rapporterait de 17,8 à 30,4 milliards d'euros par an selon la branche.

► 2,4 milliards d'euros en moins pour l'assurance maladie

Le projet prévoit 2,4 milliards de restrictions pour les soins et les établissements de santé, dont : 657 millions de moins pour les hôpitaux, 605 millions de moins pour les médicaments et les arrêts de travail, 70 millions de moins pour le transport des malades...



► Bière et tabac encore plus chers

Le projet du gouvernement prévoit le doublement des taxes sur les bières, entraînant une hausse de 5 centimes sur le « demi ».

Celle sur le tabac entraînera pour l'an prochain une nouvelle augmentation comprise, selon les produits, entre 4,5 % et 10 %.

ÉDITORIAL

La signification d'une manifestation

Daniel Gluckstein, secrétaire national du POI

Quelle est la signification de la manifestation du 30 septembre ? La motivation des dizaines de milliers de manifestants était claire : ils étaient présents parce qu'il faut bloquer la machine à détruire de l'Union européenne, et donc la politique du gouvernement qui applique par anticipation le TSCG.

Deux jours plus tôt, en effet, le gouvernement avait adopté son projet de loi de programmation des finances publiques 2012-2017. Un projet qui prévoit de soustraire près de cent milliards au salaire ouvrier différé (Sécurité sociale), propriété commune de la classe ouvrière ! Cent milliards prélevés sur la santé de l'ouvrier pour consolider la santé des banques et des capitaux spéculatifs !

Au même moment, dans la ville de Florange (Moselle), les ouvriers accueillent avec colère et indignation l'annonce d'un plan Montebourg proposant, comme le plan du patron Mittal, de couper en deux l'usine, ouvrant la voie au dépeçage du site (*lire page 5*). A cette annonce, les responsables locaux de la CGT et de la CGT-Force ouvrière ont répondu en exigeant, sous des formes voisines : nationalisation, réquisition. En un mot : l'Etat doit prendre le contrôle de l'usine et garantir l'emploi.

Retrait de la loi de programmation-pillage de la Sécurité sociale, réquisition d'ArcelorMittal : ces deux mots d'ordre se dressent contre un gouvernement responsable des attaques et contre-réformes lancées tous azimuts contre la classe ouvrière, au nom de la prétendue « réduction du coût du travail ».

Force est de constater un décalage entre l'état d'esprit des manifestants du 30 septembre — quels qu'ils soient — et la direction du Parti communiste français qui y diffusait un autocollant : « *J'aime l'Europe sociale* ». Quelques jours avant la manifestation, André Chassaigne, président du groupe PCF à l'Assemblée nationale, avait d'ailleurs mis les points sur les i à la télévision : « *On ne se considère pas dans l'opposition (...), on est dans une forme de majorité de gauche* », récidivant le matin même dans *Le Journal du dimanche* : « *Ce n'est pas une manifestation d'opposition à la politique du gouvernement Hollande.* » Peut-on prétendre s'opposer au TSCG et aux politiques d'austérité qu'il induit et ne pas s'opposer à la politique du gouvernement ?

Il reste ceci : quelles qu'aient été (et quelles que soient toujours) les équivoques et ambiguïtés des dirigeants, se sont tissés, tout au long de mois de combat commun contre la ratification du TSCG, des liens fraternels entre les adhérents du POI et les militants de toutes tendances qui partagent la même volonté d'en finir avec la politique qui détruit les droits ouvriers et la démocratie à Athènes, Madrid, Lisbonne et Paris. Ces liens constituent un résultat politique d'une extrême importance. Ils forment le socle sur lequel vont s'élargir et se renforcer les comités pour l'unité pour l'abrogation du TSCG, contre tous les plans et les mesures d'austérité, pour aider la classe ouvrière, coûte que coûte, à se frayer son chemin. Et ainsi, porter un coup d'arrêt à la marche au chaos que l'Union européenne et ses séides veulent imposer.

Au soir de la manifestation du 30 septembre, ils prennent la parole dans *Informations ouvrières*



La parole à...

Hugues Villemade,
secrétaire départemental
de la FSU 28

Quelle est ta première réaction après la manifestation ? Comment a été organisée la montée sur Paris en Eure-et-Loir ?

Cent mille manifestants, deux cent cinquante à trois cents d'Eure-et-Loir, pour s'opposer au TSCG, c'est une vraie réussite en tant que première étape de la mobilisation qui va marquer le paysage social.

En Eure-et-Loir, la montée s'est faite dans un cadre unitaire, avec des organisations politiques toutes d'accord sur un mot d'ordre : « Non à la ratification du TSCG ». Au vu de l'histoire de notre département, il est très positif d'avoir rempli trois bus composés de gens très divers sur un objectif commun. Toutes les organisations ont fait le nécessaire pour assurer le succès de la manif. La FSU était la seule organisation syndicale en tant que telle, s'appuyant sur un mandat national très clair. On n'était pas à la remorque des partis. La place des militants syndicaux était très significative dans cette manifestation.

EURE-ET-LOIR

Nous sommes montés sans ambiguïté, sous notre drapeau FSU.

Tu as connaissance des premières mesures pour récupérer 30 milliards et, dans le même temps, de l'annonce de 10 000 créations de postes dans certains secteurs de la fonction publique, cause principale, selon les médias, de l'augmentation des impôts. Qu'en penses-tu ?

Ce budget 2013 prépare la pénurie, dans le cadre du TSCG qui condamne les services publics que le gouvernement doit cesser de considérer comme une charge. Quant à la priorité à l'Education, elle se fait avec des milliers de suppressions de postes ailleurs, opposant les fonctionnaires entre eux. Ce budget accroît le désengagement de l'Etat, alors qu'il est seul garant de l'intérêt général. Nous sommes opposés à un acte III de la décentralisation où l'Etat perdrait encore du pouvoir.

“Les emplois d'avenir” ont été votés par une large majorité de députés... Que penses-tu de ces nouveaux CDD ?

Hier, la FSU a refusé de signer le protocole de précarité dans la fonction publique, aujourd'hui elle n'accepte toujours pas de nouveaux contrats précaires. On comprend bien, sur un plan individuel, que ces contrats peuvent permettre à des chômeurs de respirer quelques mois. Mais après, quand la fin du contrat arrive ? C'est insupportable ! D'autant que 80 % des travailleurs pauvres

sont des femmes. Quant aux perspectives de ces emplois d'avenir pour un « prérecrutement » dans l'Education nationale... il ne faut pas nous raconter des histoires en les comparant aux IPES (1) qui ont permis aux étudiants issus de familles modestes de devenir professeurs. Le vrai défi est de rétablir le recrutement d'agents sous statut de fonctionnaires d'Etat. Ces garanties sont issues du Conseil national de la Résistance et il n'est pas passé de s'y référer, au contraire, c'est bien source de progrès.

Ce que tu prônes-là est contraire au TSCG. Dans quelques jours, il risque fort d'être ratifié. Penses-tu qu'il faille engager une campagne pour son abrogation ?

Tant que le processus législatif n'est pas terminé, le TSCG n'est pas ratifié. Le 30 septembre doit appeler d'autres initiatives. Notre force hier a été le mot d'ordre commun contre le TSCG et, syndicalement, nous continuerons à nous battre contre toutes les mesures d'austérité.

(1) Les instituts préparatoires à l'enseignement du second degré (IPES) ont été supprimés en 1978. Des étudiants étaient prérecrutés par le concours des IPES et bénéficiaient pendant leurs trois années d'études, en échange d'un engagement à enseigner pendant dix ans au terme de ces études, du statut de stagiaire de la fonction publique et d'un salaire de plein droit, qui, à l'époque, correspondait à un salaire d'enseignant en début de carrière.

SOMME

La parole à...

Fabienne Debeauvais,
conseillère municipale
PCF de la ville d'Amiens

“I est primordial et urgent d'arrêter tous les licenciements tant au niveau national que local. Par exemple à PSA. Mais il y a également ses sous-traitants, comme à Valeo chez nous. La question de l'emploi est décisive. Les emplois d'avenir, c'est l'utilisation de fonds qui devraient être conservés dans le public pour maintenir des emplois pérennes. Il y a des

“Les emplois d'avenir, c'est l'utilisation de la jeunesse. Il n'y a pas d'avenir dans ces contrats-là”

gens qui sont auxiliaires depuis plus de six ans et qui devraient être titularisés. Les emplois d'avenir, c'est l'utilisation de la jeunesse. Il n'y a pas d'avenir dans ces contrats-là. Nous le constatons, depuis plusieurs années, avec également les contrats d'insertion, il n'y a pas eu de création d'emplois durables dans les entreprises. C'est une voie sans issue. Les jeunes ne seront pas embauchés après. On

ne peut pas continuer à satisfaire les patrons qui utilisent l'argent social (les cotisations des salariés) pour augmenter leurs taux financiers. Il n'y a pas de « charges sur les entreprises », mais une redistribution des fruits du travail des salariés vers le social et la santé. »

Réalisé lors du retour en car du comité pour l'unité contre la ratification du TSCG d'Amiens, le 30 septembre.



Les membres du comité de la Somme, composé de militants du PCF, de « Colère et espoir », du PS, de syndicalistes et du POI, avaient décidé de défilé ensemble en début de manifestation.

SARTHE



La parole à...

Didier Fouché
maire de Soullitré
(Sarthe)

“Je manifeste car c'est la continuité avec ma candidature aux élections législatives de mars, pour l'unité contre la ratification du TSCG. Avec le budget 2013, qui ponctionne 30 milliards, ce sont les communes qui en font les frais. Comment peut-on financer nos travaux et notre fonctionnement dans ces conditions ? Les restrictions budgétaires imposées aux communes par le gouvernement aux ordres de l'Union européenne sont liées à l'acte III de la décentralisation qui, avec le regroupement forcé des communes dans de grandes régions européennes, aboutirait à faire disparaître nos 36 000 communes. »

VAR

A l'issue de la manifestation, les participants varois proposent une réunion du comité pour décider de la suite

“A ceux qui ont soutenu financièrement la délégation du comité à la manifestation nationale du 30 septembre. « Nous sommes dans le train du retour. Une première impression : il y avait beaucoup de monde ! (...) Pour notre part, nous avons préféré reprendre les mots d'ordre comme “Non à l'austérité !”, “Députés, votez contre le TSCG !”, plutôt que les appels au référendum ! Nous avons d'ailleurs remarqué dans les dépêches les premières déclarations de Mélenchon aux médias, avant même la fin de la manifestation : pour lui, il ne s'agit pas d'une manifestation d'opposants au gouvernement, mais d'opposants à l'austérité. Mais n'est-ce pas ce même gouvernement qui a engagé la ratification du traité Sarkozy-

Merkel, qui veut également nous imposer un plan de rigueur de 30 milliards d'euros ?

Cinq cent quatre-vingts Varois ont signé l'appel contre la ratification du TSCG. Ce regroupement politique doit se poursuivre et s'amplifier, même si le traité est ratifié par les parlementaires. Les manifestations qui se multiplient en Grèce, en Espagne et au Portugal pour le retrait de toutes les mesures d'austérité prises par les gouvernements au service de la « troïka » (Union européenne-FMI-Banque centrale européenne) nous montrent la voie.

Nous proposons donc qu'une réunion du comité varois se tienne avant la fin du mois d'octobre, pour poursuivre nos échanges et amplifier ce regroupement.

La rédaction remercie tous les correspondants qui lui ont fait parvenir reportages, interviews et photos, mais l'abondance des documents reçus ne nous permet pas de tous les utiliser.

Continuez à nous faire parvenir les interviews de militants, de responsables.

Des comités pour l'unité contre la ratification du TSCG ont aussi défilé en tête de manifestation, comme les travailleurs frontaliers de Lorraine, entre autres.



EMPLOIS D'AVENIR

Qu'ont voté les députés du PCF et du Front de gauche sur les "emplois d'avenir" le 12 septembre ?

A la différence des députés, les sénateurs du PCF se sont abstenus le 25 septembre sur le même projet de loi. Un vote final doit intervenir le 4 octobre à l'Assemblée nationale.

Yan Legoff

Dans plusieurs départements, des responsables du PCF ont interpellé le POI ces derniers jours. Selon eux, il serait faux de dire que les députés du Front de gauche ont voté pour le projet de loi instituant les emplois d'avenir, ce dispositif dérogatoire de CDD dérogatoires au Code du travail comme au statut de la fonction publique (sorte de CPE bis), qui barrera l'accès à de véritables postes de la fonction publique territoriale à 100 000 jeunes l'an prochain. Établisons donc une nouvelle fois les faits, rien que les faits, vérifiables par tous.

4 septembre : débat en commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale

Les amendements déposés par Mesdames Jacqueline Fraysse (apparentée PCF) et Marie-George Buffet (PCF) sont examinés. Les plus significatifs sont rejetés par le gouvernement. Parmi eux :
— l'amendement AS 3, rendant obligatoire une formation d'une durée minimale de 400 heures par an, sur le temps de travail ;
— l'amendement AS 6, rendant obligatoire la signature d'un CDI pour les jeunes embauchés en emploi d'avenir ;
— l'amendement AS 7, établissant, comme c'est le cas en droit commun, une prime de précarité de 10 % pour les jeunes en CDD emploi d'avenir ;
— l'amendement AS 10, stipulant qu'en « aucun cas » les emplois d'avenir destinés aux étudiants préparant des diplômes pour devenir professeurs ne pourront effectuer des tâches de remplacement d'enseignant. Le rejet de ces amendements, par lui-même, suffit à caractériser ce que sont réellement ces emplois d'avenir.

11 septembre : début de la discussion en séance plénière à l'Assemblée nationale

Le groupe UMP défend une motion de « renvoi en commission », visant à suspendre la poursuite de l'examen du texte en séance plénière par les députés. Au nom du groupe de la gauche démocrate et républicaine (GDR), dont sont membres les députés du PCF et du Parti de gauche, le député martiniquais Bruno Nestor Azerot (divers gauche) répond :
« Le groupe GDR votera naturellement contre la motion de renvoi en commission parce qu'il considère que le travail fait au sein des deux commissions a permis de répondre à ses interrogations (...).
Selon nous, le chômage n'est ni une affaire de droite, ni une affaire de gauche ou du centre, mais une affaire nationale. »
André Chassaigne, député et dirigeant national du PCF, interviendra par la suite : « Les discussions au sein des commissions des affaires culturelles et des affaires sociales ont permis qu'un certain nombre d'idées auxquelles nous



tenions fussent prises en compte. Avec mes collègues du groupe GDR, je m'en félicite (...). Les députés du groupe GDR attendent beaucoup du débat d'aujourd'hui et de celui qui aura lieu au Sénat. »

Dans la nuit du 12 au 13 septembre : vote à l'Assemblée nationale

Les amendements déposés par Jacqueline Fraysse et Marie-George Buffet, rejetés en commission huit jours plus tôt, l'ont été à nouveau par le gouvernement en séance plénière.



Pourtant, Jacqueline Fraysse, annonce que le groupe GDR (dont font partie les députés PCF) votera pour le projet de loi :
« Il faudra beaucoup de volontarisme pour que ce dispositif réussisse. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à faire le maximum pour aider ces jeunes, prêts à prendre notre part en tant qu'élus locaux et donc en tant qu'employeurs potentiels. Nous voterons donc ce texte qui déclare vouloir tendre la main à des jeunes en souffrance, tout en gardant à l'esprit qu'il ne suffira pas, loin s'en faut, car la situation est extrêmement grave en matière d'emplois. »

24 et 25 septembre : discussion et vote au Sénat

En début de discussion générale en séance plénière, Isabelle Pasquet, sénatrice PCF (groupe communiste, républicain et citoyen, CRC), déclare :

« Le groupe CRC s'engage avec le gouvernement dans une dynamique positive et constructive (...). Nous réservons notre vote en attendant de connaître le sort que le gouvernement et la majorité sénatoriale réserveront à nos amendements. »

Les amendements présentés par les députés PCF et rejetés à l'Assemblée nationale sont encore retoqués.

Quelle va être, cette fois-ci, le vote des sénateurs PCF sur l'ensemble du texte ? Fait inhabituel, surtout pour ce type de projet de loi, le groupe CRC dont ils sont membres ne demande pas la parole au moment des explications finales de vote.

Le vote n'étant pas nominal, impossible de déterminer, à la lecture du compte rendu, ce qu'ont fait les sénateurs du PCF (le Parti de gauche n'a plus de sénateurs). Le site Internet du groupe CRC n'en dit rien non plus.

A 23 h 38, le 25 septembre, à l'issue du vote au Sénat,

une dépêche de l'agence France Presse rapporte que « le CRC a voté l'ensemble du texte ».

Quelque temps plus tard, à 01 h 01,

l'AFP publie une dépêche rectificative, indiquant que le CRC s'est finalement abstenu.

Un vote définitif doit intervenir le 4 octobre à l'Assemblée nationale.

« Nous ne nous opposons pas à un gouvernement », avait déclaré le secrétaire général du PCF, Pierre Laurent, à la fête de L'Humanité.

Jean-Luc Mélenchon, pour le Parti de gauche, a déclaré que la manifestation du 30 septembre (contre le traité TSCG) n'était « pas dans l'opposition au gouvernement ».

Jusqu'où ira ce positionnement politique, appliqué à un projet de loi qui voue plus de 100 000 jeunes à la précarité ?

Note : L'ensemble des citations sont extraites des comptes rendus intégraux officiels des débats, disponibles sur les sites Internet du Sénat et de l'Assemblée nationale.

MÉTALLURGIE

Mittal annonce la fermeture des hauts-fourneaux de Florange. Le ministre Montebourg face à la colère des sidérurgistes

Le 1^{er} octobre, en comité central d'entreprise, la direction d'ArcelorMittal a annoncé la fermeture définitive des hauts-fourneaux de son site de Florange (Moselle). Depuis des semaines, c'est l'inquiétude et la colère parmi les sidérurgistes. Les hauts-fourneaux et le packaging étaient à l'arrêt depuis plus d'un an, entraînant le chômage technique pour les titulaires et les licenciements pour les intérimaires et les sous-traitants. C'est dans cette situation qu'Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, est venu le 27 septembre à la mairie PS de Florange. Prenant la parole devant plus de cinq cents sidérurgistes, il a été copieusement sifflé.

Un reportage de notre correspondant, Albert Dal Pozzolo

A son arrivée, Arnaud Montebourg a serré des mains, accueilli par un groupe de militants CFDT.

Pendant une heure et demie, il est resté à l'intérieur de la mairie de Florange pour discuter avec les syndicats et les élus.

Dehors, les sidérurgistes attendaient sous la pluie. A sa sortie, il a pris la parole :

« Le dialogue avec Mittal a commencé le 30 août et il s'est terminé cet après-midi. Nous étions depuis un mois enfermés avec la direction de Mittal. »

Ainsi, des discussions secrètes ont eu lieu durant un mois, sans que personne n'en sache rien.

D'ailleurs, Montebourg a aussi indiqué que François Hollande s'était entretenu avec Mittal le 27 septembre jusqu'à 16 heures.

Pour quels résultats ?

LE PLAN MONTEBOURG, C'EST LE DÉPEÇAGE DE L'USINE

Montebourg propose de scinder l'usine en deux : d'un côté la phase à froid, qui fabrique les tôles de voitures ; de l'autre, les hauts-fourneaux qui produisent la fonte. Dans la foule, les premiers sifflets se font entendre. Un syndicaliste lâche : « C'est la porte ouverte au dépeçage de l'usine. »

C'est d'ailleurs le plan défendu par Mittal depuis l'arrêt des hauts-fourneaux. Pour la phase à froid, le gouvernement obligerait Mittal à investir 150 millions d'euros. Montebourg explique : « Si Mittal abandonne le chaud, il doit investir dans le froid. »

Un sidérurgiste s'interroge : « Mais quels moyens aura le gouvernement pour contraindre Mittal à investir ? »

La question éludée par Montebourg et qui reste donc toujours posée est celle du maintien de tous les emplois sur place, que ce soit pour la phase à chaud ou la phase à froid. Florange est un tout et il est de la responsabilité du gouvernement de se porter garant du maintien de tous les emplois sur place. C'est ce que veulent les sidérurgistes.

"TRAHISON !"

Quand Montebourg propose aux sidérurgistes rassemblés « d'agir ensemble dans le bras de fer avec Mittal pour chercher un repreneur uniquement pour les hauts-fourneaux », c'est un tonnerre de sifflets et on entend : « Trahison ! Mittal dehors ! Le gouvernement à la porte ! Nationalisation ! » Nationalisation ? Ce n'est pas la voie dans laquelle le gouvernement entend s'engager.



Montebourg a informé que le groupe PS va déposer à l'Assemblée nationale une proposition de loi obligeant, lorsqu'une entreprise veut vendre, à chercher un repreneur. Les sidérurgistes disent : « Si Mittal ne veut pas vendre, que va-t-il se passer ? »

Montebourg assure que Mittal cédera les hauts-fourneaux pour un euro. Les syndicalistes s'interrogent : « Il ne peut pas y avoir de repreneur uniquement pour les hauts-fourneaux. Florange est une usine intégrée qui ne peut fonctionner qu'avec les phases à chaud et froid. »

Pour faire passer sa loi, le gouvernement demande le soutien des syndicats. Montebourg leur a tendu la perche : « Le gouvernement souhaite construire une relation de confiance et de sincérité avec le monde du travail. »

Le délégué CFDT lui a apporté son soutien (« On espère que la loi va être votée », a-t-il dit après Montebourg).

"L'HISTOIRE DU REPRENEUR, C'EST DU BIDON !"

Mais la réaction du délégué CGT, devant les sidérurgistes, a été claire :

« Les propositions du gouvernement sont inacceptables. Le gouvernement ne peut pas avoir un double langage, il doit prendre ses responsabilités. La proposition de reprise partielle est indécente, il ne faut pas dissocier le chaud du froid. L'histoire du repreneur, c'est du bidon. Ici, on est nombreux : comment peut-on accepter que Mittal fasse deux, trois milliards de profits et casse les hauts-fourneaux et la sidérurgie ? » Le délégué FO lançait : « Il faut garder l'usine au complet. Le gouvernement doit réquisitionner tous les sites sidérurgiques français. »

Il reprenait la proposition des syndicalistes du 4 juin 2012 à la sortie de leur entrevue avec Hollande : « Réquisition, nationalisation de la sidérurgie pour garantir le maintien de tous les emplois sur place. »

"Ni plan Mittal ni plan Montebourg !"

Dans un communiqué, le comité départemental de Moselle du POI déclare : « Le plan Montebourg, c'est le plan Mittal de dépeçage ! Ni plan Mittal ni plan Montebourg ! Maintien de tous les emplois sur place, maintien de l'intégralité du site ! Le gouvernement doit se porter garant du maintien de tous les emplois sur place ! »

Rentrée universitaire

Le désastre de la LRU, appliquée par la ministre Fioraso

Que répond la ministre ?

Daniel Shapira

On lira ci-contre quelques éléments du désastre de cette rentrée universitaire. Plus de vingt universités sont au bord de la faillite.

La cause ? La loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) : la loi Sarkozy-Pécresse de 2007 a instauré l'autonomie financière des universités.

La masse salariale servant à payer tous les personnels (enseignants comme personnels techniques) a été transférée de l'Etat aux universités... mais sans y intégrer l'augmentation liée aux avancements de carrière (de ce seul fait, 45 millions d'euros manquent aux universités).

La ministre de tutelle, Geneviève Fioraso, a lancé un processus d'Assises nationales de l'Enseignement supérieur et de la Recherche devant déboucher sur un projet de loi début 2013, dans le but, selon sa formule, de « corriger la LRU »...

en cherchant à associer les organisations syndicales. Et dans l'immédiat ? La ministre a tenu une conférence de presse de rentrée, le 18 septembre, au cours de laquelle elle a annoncé : « Aucune université ne sera mise sous tutelle. Nous préférons l'accompagnement, pour identifier les causes des déficits et mettre au point un plan d'action. » En guise d'accompagnement, des équipes sont dépêchées dans les universités, un peu comme la troïka en Grèce ou en Espagne. Le président de l'université du Havre témoigne : « Deux inspecteurs généraux sont venus. Ils nous ont dit où porter nos efforts, mais ils n'ont pas proposé de réelle solution financière. »

C'est ce que la ministre Fioraso a appelé dans sa conférence de presse une « offre de formation simplifiée ». Un peu partout, les universités sont en train de supprimer des formations, des cours, des travaux dirigés... Mais la ministre ne se contente pas de cela. Elle a lancé une offensive pour ce qu'elle a appelé la « territorialisation de l'enseignement supérieur » et l'ouverture « aux industriels locaux », c'est-à-dire la remise en cause de tout caractère national des formations et des diplômes. Et c'est à cette entreprise de destruction de l'université que Geneviève Fioraso voudrait associer les organisations syndicales.

Université de Nantes

"Suicide organisé... du savoir de l'humanité"

Entendu sur France Info, le 18 septembre 2012

Sur France Info, le 18 septembre, un journaliste interrogeait plusieurs universitaires concernant les conditions catastrophiques de la rentrée à Nantes...

"A Nantes, relate un premier intervenant, les enseignants-chercheurs, les directeurs de départements et même le président de l'université qui se battent pour que leur fac s'en sorte, ont la gorge serrée en cette rentrée. Cette université, qui accueille plus de trente mille étudiants, affichait l'an dernier un budget en déficit de neuf millions d'euros sur trois cents millions. Elle a choisi d'appliquer une politique de rigueur pour revenir à l'équilibre. Alors, des cours sont supprimés, des formations ferment, l'université ne peut plus financer toutes les heures complémentaires des enseignants qui permettent pourtant d'assurer les cours. C'est le régime sec, et cela ne concerne pas que les lettres. »

Dominique Averty est le responsable du département de physique à la fac de sciences : « On est obligés soit de fermer les formations parce qu'on n'a plus les moyens de les faire, soit de diminuer le nombre d'heures que l'on pourra dispenser aux étudiants. On a un master en composants électroniques qui ferme pour la rentrée parce que nous avons peu d'étudiants. Ça remet en cause la pérennité de cette filière, et si les difficultés financières persistent, on sera certainement amenés à décider de fermer d'autres formations. Si on ferme un master recherche dans un secteur, cela veut dire qu'on n'aura plus d'étudiants qui pourront ensuite intégrer les laboratoires pour passer une thèse de doctorat. On ne sait pas comment cela va évoluer dans les années à venir. Et pourtant, ces masters de sciences offrent des débouchés. Les laboratoires de sciences de Nantes ont une

"Il y a certaines disciplines que l'on ne pourra plus étudier qu'à Paris, ou peut-être plus du tout"

renommée internationale, mais l'université ne peut plus financer de petites formations pour trop peu d'étudiants ; et puis, les équipements coûtent chers. »

Le vice-doyen de la fac de sciences, Ahmed Rhamani, est très inquiet pour 2013 : « On peut payer jusqu'à décembre pour les TP (travaux pratiques — NDLR) qui sont prévus. De janvier jusqu'à l'été 2013, on n'a aucune certitude de pouvoir faire tourner les salles de TP. De toute façon, les investissements sont gelés depuis l'année dernière. Donc, on va se trouver devant du matériel obsolète et il y a certains TP qu'on ne pourra plus faire avec les étudiants. »

« On a une idée de l'origine de ces difficultés financières ? » demande le journaliste.

« A Nantes, il y a une raison qui apparaît clairement : les enseignants, les personnels ont vieilli. Leurs salaires de fonctionnaires ont augmenté, mais l'Etat n'a pas donné d'argent supplémentaire. Or la masse salariale représente 75 % du budget de l'université. Pour le président, il faut que l'Etat tienne ses engagements. L'université

autonome doit se débrouiller toute seule avec un budget qui n'augmente pas. C'est difficile. »

En lettres, certains maîtres de conférence, comme **Patrick Lang en philosophie**, accusent la loi sur l'autonomie des universités votée en 2007 : « C'est une espèce de suicide organisé. C'est une partie de la richesse de l'Université qui disparaît. L'Université, idéalement, c'est l'endroit où se conserve et où se transmet le savoir de l'humanité. Je prends un exemple un peu caricatural.

Si quelqu'un s'intéresse à l'histoire de l'Empire byzantin, quelque chose de très exotique, qui n'intéresse pas grand monde, qui n'a aucune incidence immédiate sur l'économie, sur l'industrie, sur les exportations de la France, je ne sais pas quoi..., c'est à l'Université que cela doit continuer à vivre, être transmis aux générations futures. Si cela continue, bientôt, il y a certaines disciplines que l'on ne pourra plus étudier qu'à Paris, ou peut-être plus du tout en France. C'est une logique de destruction de l'Université. Cette année, des cours comme la littérature ou la note de synthèse sont supprimés des masters de lettres modernes. En philosophie, le latin et le grec sont menacés. »

Aix-Marseille

Les dégâts de la fusion des trois universités

Correspondant

La fusion des trois universités (université de Provence, université Cézanne et université de la Méditerranée), effective depuis janvier 2012, laissait présager le sort à venir des lettres et sciences humaines (LSH), secteur considéré comme moins innovant et moins rentable que les sciences dures (1) et la médecine. La rentrée 2012 le confirme : depuis juillet, vu les retards pris dans le recrutement, la rentrée universitaire ne se fera pas à la date prévue.

Le conseil d'administration de mi-juillet a repoussé la rentrée des étudiants de licence au 24 septembre, avec une réorganisation qui fait perdre deux à trois semaines de cours sur l'année. Les cours en masters, censés commencer le 10 septembre, s'alignent sur les licences et sont retardés. Le comité technique n'est pas consulté sur ce point.

Les enseignants qui encadrent des masters ne savent pas si ce travail sera payé ; le référentiel des heures d'encadrement est en train d'être revu ; en sciences, aucune heure n'est comptée pour les encadrements. L'harmonisation, à la suite de la fusion, risque de se faire sur le dos des enseignants-chercheurs.

UN TRAVAIL SANS SALAIRE ?

Un collègue professeur de chimie explique : comme le taux d'encadrement en sciences est jugé suffisant (assez d'enseignants pour faire les cours proposés dans la maquette), aucune heure supplémentaire n'est payée ; donc, si un collègue est absent (maladie, maternité), les heures sont assurées par les enseignants présents sans rémunération supplémentaire. Voilà ce sur quoi les LSH devraient être alignées. On apprend cette semaine que la faculté de LSH, qui n'a pas

honoré ses dernières factures de papier, n'en recevra plus jusqu'à nouvel ordre.

L'unité de formation et de recherche (UFR) « arts, lettres, langues et sciences humaines » voit ses crédits bloqués à 60 % de ce qu'ils étaient l'an dernier. Des chargés de cours, recrutés l'année dernière, ne sont toujours pas payés pour les cours effectués à l'automne 2011.

On déconseille aux enseignants de prendre des heures supplémentaires dans leur service, car il n'y a aucune garantie qu'elles soient payées. Tout cela, bien sûr, alors que les services ont été faits au début de l'été, et que, dans certaines disciplines, les maquettes, dûment validées par le ministère, nécessitent des heures supplémentaires ou des chargés de cours.

(1) Mathématiques, physique, chimie, biologie...



Photo AFP

Le 22 novembre 2007, à Nantes comme partout en France, les étudiants manifestaient par milliers pour exiger l'abrogation de la LRU.

Montpellier

La rentrée, la direction de la faculté de sciences de Montpellier a lancé une opération « fusion des créneaux de travaux dirigés (TD) en L1 (1) », dans le but de « rationaliser l'occupation des salles et les heures dispensées ». Le principe est le suivant : un comptage des étudiants présents est effectué lors du premier mois de cours ; si l'effectif total de deux groupes de TD est inférieur à quarante, les groupes sont fusionnés, et l'un des deux enseignants est affecté ailleurs. L'université, qui est en déficit de deux millions et demi d'euros (2), cherche ainsi à pallier le manque d'enseignants et de salles.

Un autre moyen de gérer la pénurie est la signature, qui devrait intervenir cette semaine, d'une chaire « chimie et énergie durable » avec l'entreprise Total. L'accord prévoit l'envoi d'étudiants en stage et l'organisation d'une semaine de formation en master 2.

(1) Première année de licence.

(2) Source : lettre de cadrage budgétaire 2013 de l'université Montpellier-II.



Photo DR

INSA de Rouen

Le directeur de cette école d'ingénieurs, cité dans *Le Monde* (18 septembre), accuse : « On suit mois par mois notre budget, on gèle les embauches, on renonce à candidater pour des projets de recherche dont les retombées ne sont pas immédiates ou à investir dans de nouvelles machines. »

Ecole

Le gouvernement lance le recrutement d'un nouveau type "d'enseignants" hors statut de la fonction publique

Benoist Bastide

Quatre semaines après la rentrée, le manque criant de postes dans l'Éducation nationale se fait cruellement sentir. Que propose le ministre Vincent Peillon pour y remédier ? Le refus du gouvernement de restituer 13 000 des 14 000 postes supprimés par le ministre de Sarkozy, Luc Chatel, conduit à des situations dramatiques dans les écoles.

Le ministre entend embaucher des contractuels dans les écoles

En Seine-Saint-Denis, où deux cent quatre-vingt-cinq classes sont sans maître, tous les syndicats du primaire se sont adressés dans l'unité au ministre. La résistance aux suppressions de postes l'a contraint à recruter dix-huit instituteurs dans l'académie de Créteil et quatre-vingt-dix dans tout le pays. On est encore très loin des quatre cents postes manquants dans la seule Seine-Saint-Denis et des milliers nécessaires dans toutes les écoles du pays.

Traité européen TSCG oblige, le ministre fait répondre à une délégation des syndicats de ce même département le 26 septembre qu'il aura recours, dès le mois de novembre, à l'embauche de cinquante-sept instituteurs contractuels dans les écoles primaires pour ne pas recruter d'enseignants fonctionnaires d'Etat, ce qui « engagerait le budget de l'Etat pour quarante ans ».

Un "nouveau concours" qui donne droit à un emploi de contractuel !

Le projet de loi de finances pour 2013 a été présenté par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, le 28 septembre. On y découvre la manière dont le

ministre Peillon entend recruter 43 450 enseignants pour 2013 (pour remplacer les départs en retraite en 2013 et 2014). Il prévoit en effet :
— 22 100 recrutements par la voie du concours d'accès aux différents corps d'enseignants ;
— 21 350 recrutements par un nouveau concours, dont les épreuves d'admissibilité auront lieu en juin 2013 et les épreuves d'admission en juin 2014.



La sénatrice PS Dominique Gillot propose que les communes puissent recruter des emplois d'avenir professeur pour les affecter à des activités périscolaires.

Ce concours aura la particularité de déboucher sur un emploi contractuel d'un an à temps partiel entre juin 2013 et juin 2014. Le ministre Peillon invente un concours de la fonction publique qui ouvre droit à... un contrat.

Un redoutable dispositif contre le statut de la fonction publique se met en place

A l'Assemblée nationale, les députés — toutes couleurs politiques confondues — ont voté la création des emplois d'avenir, parmi lesquels les emplois d'avenir professeur. Rappelons qu'ils seront recrutés sous contrat d'un an, renouvelable trois fois, et par

les chefs d'établissement scolaire. Il s'agit de véritables emplois précaires, bouche-trous qui, sans formation, pourront être utilisés pour pallier le manque d'enseignants, et dont les missions sont très éloignées de celles d'un enseignant fonctionnaire d'Etat qui assure ses cours sur la base de programmes définis nationalement.

Le contenu du projet de loi d'orientation se précise

Le 20 septembre la sénatrice PS Dominique Gillot — animatrice d'un groupe de travail dans la concertation « Refondons l'école de la République » mise en place par le ministre Peillon —, auditionnée par la commission de la culture et de l'éducation du Sénat, propose « que les communes puissent recruter des emplois d'avenir professeur pour les affecter à des activités périscolaires, mais aussi de prise en charge de jeunes en dehors du temps scolaire (centre de loisirs, camp de vacances). »

Un nouveau « type d'enseignant », hors statut, se dessine, dont la première caractéristique est de ne pas être fonctionnaire d'Etat, et la seconde, de ne pas enseigner ou pas uniquement. C'est un coup porté au statut de la fonction publique d'Etat comme, d'ailleurs, de la fonction publique territoriale.

Comment préserver une Education nationale et des diplômes nationaux dans ces conditions ?

Quelle indépendance auraient ces personnels vis-à-vis des pouvoirs politiques locaux, alors qu'aujourd'hui des municipalités n'hésitent plus à demander la mutation de directeurs d'école qui ne leur conviennent pas ?

Le contenu du projet de loi d'orientation et de programmation pour l'école que le ministre Peillon cherche à faire valider par les fédérations syndicales enseignantes se précise. Il s'agit de l'application du traité TSCG et de l'acte III de la décentralisation.

Professeurs de la Ville de Paris

Un statut immédiatement ciblé par la "réforme" des rythmes scolaires



Rassemblement des PVP devant la mairie de Paris, le lundi 10 septembre.

Correspondant

L'enseignement de la musique, des arts plastiques et de l'éducation physique et sportive (EPS) dans les écoles primaires de Paris est actuellement assuré par huit cent trente-deux professeurs de la Ville de Paris (PVP).

Leur qualification permet aux enfants de bénéficier dans ces trois disciplines d'un enseignement de haut niveau et leur travail apporte une aide précieuse à celui des instituteurs. Les parents d'élèves leur ont massivement exprimé leur satisfaction et leur soutien lorsqu'ils se sont mis en grève par deux fois depuis la rentrée. Il s'agissait d'obtenir l'ouverture du concours de recrutement, et de mettre ainsi un coup d'arrêt à la mise en extinction progressive de ce corps par la mairie de Paris.

Celle-ci, en effet, avait carrément annulé les concours 2011 !

Au fil des ans, le déficit s'est creusé et est estimé aujourd'hui à cinquante postes, qui sont nécessaires pour pouvoir assurer l'enseignement dans la totalité des six cents écoles de Paris.

Cinq postes en musique et cinq en arts plastiques viennent d'être obtenus pour 2013.

Particularité parisienne, ces professeurs ont un statut municipal qui est aligné sur le statut national des professeurs des écoles.

A l'assemblée générale qui a réuni cent vingt de ces professeurs, le 24 septembre, les responsables de leur syndicat, le Snadem-UNSA, leur ont annoncé que la mise en place de la réforme des rythmes scolaires va très probablement signifier l'éclatement de leur corps !

Ceux qui enseignent l'EPS continueraient à enseigner sur le temps scolaire, ceux qui enseignent la musique et les arts plastiques seraient basculés sur le périscolaire. Ils n'auraient plus alors qu'une mission d'intervenants, sur le même plan

que les associations qui animent actuellement les activités périscolaires.

Les responsables de l'UNSA, dont la direction nationale élabore le projet avec le gouvernement en ce moment, ont expliqué à l'assemblée qu'« on ne pourra pas aller à l'encontre de cette réforme, que tout au plus, on pourra sauver les emplois et négocier les nouvelles missions sur la base des compétences de chacun ».

Devant ces propos, une des participantes, exprimant la stupéfaction de la majorité des présents, s'est écriée : « Je suis professeur, recrutée comme telle, je veux continuer à enseigner, et donc rester sur le temps scolaire. La loi n'est pas encore là, je suis prête à faire des délégations auprès des élus s'il le faut. Il faut s'adresser à tous les professeurs des écoles et à leurs syndicats, aux parents d'élèves. »

Un responsable du syndicat des instituteurs, membre du Snudi-FO, venu apporter son soutien aux revendications des PVP, est revenu sur cette question :

« Il est clair que ce projet de réforme porte atteinte à votre statut, mais aussi à notre statut, nous les professeurs des écoles, il faut nous unir tous pour le défendre ensemble. » La salle l'a chaleureusement applaudi.

Sans en communiquer publiquement le contenu,

la mairie de Paris contribue de façon décisive à élaborer le projet du gouvernement en la personne de la responsable des questions scolaires, Colombe Brossel, et elle se propose d'en faire adopter la version parisienne avant décembre 2012, pour application dès la rentrée 2013.

Ces professeurs de la Ville de Paris sont les premiers à être touchés, mais les professeurs des écoles, animateurs, assistantes maternelles, vont l'être également.

Sans parler des parents d'élèves qui ne savent pas encore que les activités périscolaires, organisées après la fin de l'école à 15 h 30, risquent fort d'être payantes...

Les professeurs de musique et d'arts plastiques basculés sur le périscolaire...

Lycée professionnel Théophile-Gautier (Paris)

Le ministre ne répond toujours pas

Correspondants

Depuis le 19 septembre, les enseignants du lycée professionnel (LP) Théophile-Gautier, unis avec leurs syndicats SNETAA-FO et SNUEP-FSU, n'assurent plus les cours en exerçant leur droit de retrait, droit statutaire reconnu dans la fonction publique en cas de danger grave.

Un employé, cité par *Le Parisien* (28 septembre), témoigne : « Il y a dix jours, un élève avait tenté d'étrangler la proviseure adjointe. Lundi, les violences ont recommencé. Cette fois, avec des menaces de mort sur un collègue. »

Les enseignants ont dressé en assemblée générale une liste de revendications vitales.

Après dix jours de mobilisation, le rectorat de Paris a lâché quelques moyens pour la surveillance, mais se refuse à céder sur l'essentiel, et en particulier la demande d'une infirmière à temps plein, le remplacement de l'assistante sociale, le rétablissement du troisième poste de conseiller principal d'éducation supprimé l'an dernier.



Une lettre ouverte au président de la République

La déléguée des parents d'élèves FCPE du lycée a résumé ainsi le sentiment de tous les parents : « Je veux pour ma fille comme pour tous les élèves de ce lycée, un enseignement avec tous les horaires nécessaires, en petits groupes, et dans des conditions de sécurité pour eux et leurs professeurs. Je paie des impôts pour ça ! »

Dans une lettre ouverte au président de la République, les enseignants accusent : « Nous sommes au point de rup-

ture dans l'accueil et la sécurité des personnels et des élèves. » Après une semaine de silence, les maires PS des IV^e et XII^e arrondissements (où se trouvent les deux sites géographiques de ce lycée) ont pris position... mais en s'adressant au rectorat (comme si c'était l'ancien gouvernement !) mais pas à leur ami ministre Peillon.

Le 1^{er} octobre, avec le soutien des syndicats nationaux SNETAA-FO et SNUEP-FSU, les enseignants se sont rendus mardi 2 octobre au ministère. Le ministre Peillon va-t-il enfin répondre aux revendications ?

En bref

Deux filiales de La Poste autorisées à distribuer du courrier

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) vient d'autoriser (*Journal officiel*, 26 septembre 2012), Médiapost et Néopress, filiales de La Poste, à distribuer du courrier adressé. Par cette décision, les dirigeants de La Poste se donnent la possibilité de transférer la distribution du courrier de La Poste vers ces deux filiales. Une décision lourde de conséquences pour le service public, le statut et la convention commune des agents. Nous y reviendrons.



Reportages et discussions au retour de la manifestation

Militants ouvriers de toutes tendances regroupés dans les comités pour l'unité contre la ratification du TSCG, militants du POI, ils ont manifesté par milliers le 30 septembre. Au retour de la manifestation, ils donnent leur point de vue sur la poursuite du combat dans l'unité contre le traité. Parmi eux, certains décident d'adhérer au POI.



Photo M. M.

Lorraine

Soixante-dix frontaliers de Sarreguemines et des militants du comité pour l'unité du POI, du PCF et du PG avec trois adhérents de Die Linke étaient présents (1).

“Je me demande pourquoi la sortie de l'Union européenne est un tel tabou”

Discussions au retour, dans un des bus. Georges, militant du PCF et du Parti communiste allemand (DKP) : « Je me demande pourquoi la question de la sortie de l'Union européenne est un tel tabou. Autant en France qu'en Allemagne, comme je le vois sur le macaron du PCF “J'aime l'Europe sociale”. Il faudrait dire : “J'aimerais une Europe anticapitaliste donc sociale”. Le PCF transporte l'illusion d'une Europe sociale sous le capitalisme. La formulation “Union libre des peuples libres d'Europe” me convient. »

« Il faudra mobiliser contre les conséquences des traités, comme dans toute l'Europe. Il faut maintenant se prononcer sur la question de la propriété. Par exemple, à ArcelorMittal, il faut dire nationalisation (sans rachat !), même sous le régime capitaliste. La conférence ouvrière européenne, c'est une bonne proposition. »

Il a décidé de s'abonner à *Informations ouvrières* et au bulletin des militants allemands de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

(1) Parti issu de la fusion entre l'ancien Parti communiste d'Allemagne de l'Est et le groupe d'Oskar Lafontaine du Parti social-démocrate.

“Il faut abandonner l'idée d'une Europe capitaliste”

Jean-Jacques est militant du PCF, à Lyon, depuis des années. Il arrive en Moselle. Lui aussi s'interroge sur le sens du macaron « J'aime l'Europe sociale » :

« Ce terme est prématuré. Il faut d'abord mener les luttes sociales dans les différents pays. En France, nous avons besoin de reconstituer une grosse force politique et il y a nécessité d'une interna-

tionale de lutte. Il faut abandonner l'idée d'une Europe capitaliste. » « Je suis logique : j'ai voté contre Maastricht, non en 2005. Je suis d'accord avec vous sur l'Union européenne. »

On se donne rendez-vous à la prochaine réunion du comité pour l'unité, qui aura lieu jeudi 11 octobre, à 18 heures.

Moselle

“On comprend pourquoi l'Etat ne trouve pas d'argent pour la sidérurgie”

À l'aller, dans le bus d'Hayange-Metz, environ quarante-cinq participants, dont douze membres ou ex-membres du Front de gauche, du PCF, des sans cartes.

Un responsable CGT d'ArcelorMittal Florange convient qu'il faut intégrer l'exigence de nationalisation dans la déclaration qu'il fera ce lundi, au comité central d'entreprise extraordinaire du groupe, à Saint-Denis.

C'est ce jour qu'a choisi Montebourg pour déclarer sur France 2 : « L'Etat ne peut pas nationaliser Mittal, car il n'en a pas les moyens. » Au retour, de nombreux contacts sont pris, des membres du Front de gauche donnent leur accord pour venir à la réunion du comité pour l'unité d'Hayange, une adhésion est faite...

Ce lundi sur RTL, Harlem Désir confirme que la première mission du gouvernement est le désendettement, « On comprend pourquoi l'Etat ne trouve pas d'argent pour la sidérurgie ! »

Bas-Rhin

“S'ils s'étaient mieux préparés, on aurait été des centaines de milliers”

Nous sommes montés à trente-six de Strasbourg dans le car.

Le responsable du PCF 67 est venu chercher la militante PCF pour qu'elle défile avec le Front de gauche. Elle ne l'a pas souhaité. « Je suis montée avec eux, je reste avec eux. Ce n'est pas une trahison du PCF. » Elle met un autocollant PCF sur sa veste.

Nous sommes passés entre le cortège de la FSU et celui de Solidaires. Le

sentiment des camarades, c'est que nous sommes « un groupe soudé et combatif ». Nous avons scandé avec force les slogans, en particulier : « Paris, Madrid, Lisbonne Athènes, dehors l'Union européenne ». « C'est quand même nettement mieux comme slogan que “Pour l'Europe sociale” de Solidaires », confie une militante.

« Une grande réussite, cette manifestation », confie au retour une militante écologiste. « Est-ce que cela va suffire pour que le gouvernement recule ? Dire qu'on est 80 000, alors que le Front de gauche a appelé tardivement ! S'ils s'étaient mieux préparés, on aurait été des centaines de milliers. C'était une étape. Maintenant, il faut qu'on continue et qu'on s'organise sur Haguenau. »

Une autre militante, qui prend sa carte du POI (elle nous a aidés durant les législatives) : « C'est bien d'être si nombreux, si divers. C'est une manifestation réussie. Cela rend saisissable le nombre de ceux qui s'opposent. Mais cela ne résout pas tout. »

Saône-et-Loire

“Rien n'a changé car le gouvernement garde les traités européens”

Trois bus sont venus de Saône-et-Loire.

Un militant du PG : « C'est important d'être nombreux, pour montrer au gouvernement qu'on n'est pas d'accord avec le TSCG. »



Des jeunes lycéens, dont l'un porte autour du cou un foulard au PCF : « On est là pour qu'ils ne ratifient pas le traité. On a voté Hollande contre Sarko. Et rien n'a changé, car le gouvernement garde les traités européens. »

Nemours

(Seine-et-Marne)

“Il y en a du POI !”

À l'issue de la manifestation, une militante syndicaliste des Finances publiques adhère au POI « pour tout ce qui nous unit politiquement, mais aussi au regard de l'importance du cortège du POI ».

Voulant se convaincre de l'importance du cortège, elle décide de le remonter, puis renonce au bout de quinze minutes en constatant « qu'il y a encore autant à faire pour arriver en tête ». Elle revient en disant simplement : « Il y en a du POI ! »



Photo G. A.

Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis)

Teresa, nouvelle adhérente du POI

“Il ne faut pas lâcher sur le rejet du traité”

Comment es-tu entrée en contact avec le POI ?

Il y a plusieurs mois, nous avions déjà parlé au piquet de diffusion POI du Champy. Puis, il y a quelques semaines, nous avons eu une nouvelle discussion à partir du problème de la privatisation de La Poste. Ensuite, j'ai acheté *Informations ouvrières*, puis je m'y suis abonnée. Les militants du POI sont passés me voir, et j'étais d'accord avec eux.

Que penses-tu d'Informations ouvrières ?

On y trouve beaucoup d'informations que l'on ne trouve pas ailleurs. Par exemple, sur le traité européen, la radio, les médias disent que c'est inévitable, alors qu'*Informations ouvrières* donne les arguments qui montrent le contraire.

Tu viens d'adhérer au POI aujourd'hui. Pourquoi as-tu franchi ce pas ?

Le mot le plus important dans POI c'est « indépendant ». Il faut abso-

lument rester indépendants, c'est cela qui m'a séduit. J'ai toujours essayé de rester indépendante de tous les médias orientés.

Qu'attends-tu du POI pour la suite ?

Il faut se battre, se battre pour ses idées, sans s'arrêter en route, pour défendre nos convictions. Aujourd'hui, on était très nombreux, mais cela va-t-il suffire ? Je crains que nos gouvernants ne nous prennent pas encore en considération. Il y a Madrid, Lisbonne. Partout c'est la révolte.

Quel combat doit maintenant mener le POI, selon toi ?

Avant tout, qu'ils votent ou non, il ne faut pas lâcher sur le rejet de ce traité. Pour moi, c'est absolument primordial.

Que veux-tu dire pour conclure ?

Merci à vous de m'avoir fait découvrir le parti indépendant que je cherchais depuis longtemps.

La rédaction d'Informations ouvrières remercie les correspondants des comités.

“ Une question est posée au mouvement ouvrier ”

Extraits du discours de Daniel Gluckstein, secrétaire national du POI, à l'issue de la manifestation du 30 septembre

Nous avons manifesté aujourd'hui à Paris par dizaines et par dizaines de milliers, au moment même où, en Espagne, en Grèce, au Portugal, dans toute l'Europe, les travailleurs et les peuples se dressent pour dire : « *Dehors l'Union européenne, dehors ses plans, dehors ses traités, à bas l'austérité.* »



Photo A.C.

“L'austérité serait-elle plus acceptable lorsqu'elle vient d'un gouvernement de gauche que lorsqu'elle vient d'un gouvernement de droite ?”

n'ont rien à envier à celles du gouvernement Sarkozy, c'est pour une seule raison : c'est son refus de rompre avec l'Union européenne, son refus de rompre avec la dictature de la classe capitaliste (...). Et c'est pourquoi il met en place cette conférence sociale dans laquelle il cherche à associer les organisations syndicales à ce que Hollande a appelé le « *compromis historique* », pour baisser le coût du travail.

Alors, une seule question est posée au mouvement ouvrier en ces derniers jours de septembre 2012 : l'austérité serait-elle plus acceptable lorsqu'elle vient d'un gouvernement de gauche que lorsqu'elle vient d'un gouvernement de droite ? Faudrait-il accepter l'austérité ? Faudrait-il accepter les plans de destruction parce que le gouvernement s'appelle Hollande-Ayrault et qu'il ne s'appelle plus Sarkozy-Fillon ? Non camarades, il n'y a aucune raison d'accepter cela. Et parce qu'il n'y a aucune raison d'accepter cela, alors il faut dire qu'aucune organisation ouvrière digne de ce nom ne peut cultiver la moindre équivoque sur la politique de ce gouvernement. Personne n'a le droit de dire qu'il s'oppose

au TSCG mais qu'il soutient le gouvernement. Personne n'a le droit de dire qu'il est contre le TSCG mais qu'il vote les emplois d'avenir. (...)

Dans notre pays aussi, une force a commencé à se constituer. Dans le combat contre la ratification du traité TSCG, par milliers et par milliers, des travailleurs, des militants de toutes tendances, des militants syndicaux de toutes confédérations, mais aussi des militants politiques du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti de gauche, du POI, d'autres partis et associations ont commencé à constituer ensemble des comités pour l'unité contre la ratification, c'est-à-dire contre la dictature de la troïka. Ces militants de toutes tendances ont commencé à agir ensemble dans le but commun. Faudrait-il que cela s'arrête sous prétexte que le 9 ou le 10 octobre la forfaiture serait votée à l'Assemblée nationale ? Non camarades, il est hors de question que cela s'arrête. Que les comités contre la ratification deviennent demain des comités pour l'abrogation du TSCG ! Qu'ils deviennent des comités pour l'unité contre toutes les attaques, contre toutes les contre-réformes et contre le « *compromis historique* » ! (...)

Voilà l'objectif qu'il nous faut à présent nous assigner. Pour cela, il y a des instruments : un journal, *Informations ouvrières*, qui, toutes les semaines, informe les travailleurs et les jeunes sur la réalité de la politique de l'Union européenne et du gouvernement, et un parti, le Parti ouvrier indépendant, qui s'est constitué dans le seul objectif d'aider les travailleurs, les jeunes, les exploités, les opprimés à rassembler leurs forces pour en finir avec la misère, avec le chômage et avec les politiques de destruction. (...)

Bien évidemment, il est une question que tout le monde se posera : pourquoi ce gouvernement, qui prétend être de gauche, s'acharne-t-il à rembourser la dette ? Pourquoi ce gouvernement, qui prétend être de gauche, approuve-t-il le rapport Sartorius qui liquide 8 000 emplois à PSA ? Pourquoi approuve-t-il le plan Mittal qui liquide Arcelor Florange ? Pourquoi refuse-t-il d'abroger la loi Bachelot qui liquide nos hôpitaux ? Pourquoi refuse-t-il d'abroger la LRU qui privatise les universités ? Pourquoi refuse-t-il d'abroger la honteuse réforme des retraites contre laquelle des millions de travailleurs se sont dressés en grève et en manifestations en 2010 ? Pourquoi refuse-t-il de revenir sur les privatisations ? Pourquoi vient-il de faire voter à l'Assemblée nationale, par la totalité des députés de gauche appuyés par des députés UMP, de prétendus « *emplois d'avenir* » qui ne sont rien d'autre que le CPE qui a été rejeté il y a six ans par la mobilisation des jeunes et de la classe ouvrière ?

Camarades, si ce gouvernement, qui se prétend de gauche, prend ces mesures qui

LE POI S'ADRESSE AUX MANIFESTANTS

DU 30 SEPTEMBRE (extraits)

Le numéro spécial d'*Informations ouvrières* publiant « l'adresse des quatre secrétaires nationaux du POI aux manifestants » a été diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires pendant la manifestation.



Photo M.B.

Qui bloquera la politique de l'Union européenne mise en œuvre par le gouvernement Hollande-Ayrault ? Ce ne peut être que le résultat de la mobilisation unie de millions et de millions, travailleurs des villes et des campagnes avec leurs organisations, élus, citoyens attachés à la démocratie dressant leurs revendications contre les mesures de régression sociale et les contre-réformes du gouvernement.

Dans la dernière période, des travailleurs, des militants syndicalistes, des militants de toutes tendances politiques (POI, PCF, PG, PS, etc.), des militants associatifs, ont rassemblé leurs forces dans des comités pour l'unité contre la ratification du TSCG. Toute la situation appelle que cette force continue à grandir, que se rassemblent travailleurs et militants de toutes tendances agissant pour l'indépendance du mouvement ouvrier, pour la défense et la reconquête de tous les droits et garanties, que se groupe et s'organise cette force pour aider à la lutte de classe unie.

Pour aider à ce combat : rejoignez le Parti ouvrier indépendant !

COMMUNIQUÉ DU POI

Contre toute ingérence, contre toute intervention militaire de la France en Syrie et au Mali

Le Parti ouvrier indépendant, membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, dénonce la menace d'ingérence du gouvernement français dans les affaires d'Etats souverains, après le discours du président de la République devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 25 septembre 2012.

En appelant le Conseil de sécurité des Nations unies à « *prendre ses responsabilités* », c'est-à-dire à ouvrir la voie à une intervention militaire en Syrie, sous le couvert de mettre en place une « *protection des zones libérées* » – prétexte utilisé hier en Libye, en Irak, en Somalie, etc. –, François Hollande a confirmé les déclarations guerrières de son gouvernement, proférées depuis plusieurs semaines. Le président de la République a également menacé l'Iran, se prononçant pour de « *nouvelles sanctions* » contre l'Iran. Concernant la situation au Sahel, le président de la République s'est dit prêt à soutenir une intervention militaire sur le territoire malien, sous couvert de la Communauté des

Le POI se prononce pour le respect de la souveraineté des nations.

Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Le sort des peuples d'Afghanistan, d'Irak, d'Haïti et de Libye est là pour rappeler que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne passe pas par les interventions étrangères des grandes puissances, quel qu'en soit le prétexte, avec ou sans l'aval de l'ONU.

Le POI a participé en décembre 2011, au lendemain de l'intervention militaire de l'OTAN en Lybie, à la conférence d'urgence contre la guerre, l'ingérence dans les affaires intérieures des pays, pour la souveraineté et l'intégrité territoriale des nations, conférence internationale organisée en commun par le Parti des travailleurs d'Algérie et l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), conférence

dont l'appel final s'est prononcé « *contre toute intervention contre la Syrie et l'Iran* ».

Le POI refuse toute ingérence, toute intervention de la France dans les affaires intérieures des Etats souverains. Il combat toute intervention militaire française, ouverte ou déguisée, en Syrie, au Mali, et se prononce contre les sanctions déjà en cours ou à venir contre l'Iran, qui frappent durement la population.

Le POI se prononce pour le respect de la souveraineté des nations, en particulier dans la région du Sahel, et refuse toute tentative de porter atteinte à la souveraineté nationale de l'Algérie.

Le POI en appelle à la vigilance, et est disposé à agir dans l'unité la plus large avec toutes les forces du mouvement ouvrier et démocratique qui se prononceront contre toute ingérence, contre toute intervention militaire de la France en Syrie et au Mali.



Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom : Adresse :

Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.

Chronique

INTERNATIONALE

A propos du discours de François Hollande à l'ONU

Par S. K. Koza

Devant l'Assemblée générale de l'ONU et lors de la réunion consacrée au Sahel, François Hollande a réclamé une action rapide en Syrie, « au nom de valeurs universelles : la liberté, la sûreté, la résistance à l'oppression ».

Il a également réclamé une résolution de l'ONU pour couvrir une intervention militaire au Nord-Mali. Et, à propos de la République démocratique du Congo (RDC), il a demandé que l'ONU se substitue aux Etats, partout où ceux-ci « manquent à leur obligation d'assurer la sécurité de leurs civils ».

Personne ne peut certes rester indifférent aux exactions perpétrées contre les populations au Nord-Mali, ni au calvaire enduré par les civils en Syrie et dans l'est de la RDC, pris en étau par différents groupes armés.

Mais est-ce aux pyromanes qu'il revient de lutter contre l'incendie ? Chacun sait que l'occupation du Nord-Mali par les islamistes est une conséquence directe de la guerre en Libye. La situation ainsi créée est une aubaine pour les intérêts impérialistes.

L'impérialisme américain, qui a longtemps cherché, en vain, un pays pour accueillir le Commandement des forces armées américaines pour l'Afrique (Africom), trouve là l'occasion de s'implanter dans la région.

De son côté, l'impérialisme français a déployé « plusieurs Mirages basés au Tchad et quelque quatre-vingts membres des Forces spéciales accueillis avec bienveillance par les Etats proches du Mali ».

De 1960 à 2012, l'impérialisme français a mené une trentaine d'interventions militaires en Afrique. De l'organisation de coups d'Etat, comme au Togo en 1963, à la guerre coloniale au Cameroun dans les années 1960, avec des têtes de nationalistes coupées et exposées au bord des routes pour terroriser les populations ; du sauvetage de dictateurs dont le pouvoir était devenu chancelant (Mobutu en 1977 et 1978, Hissène Habré de 1978 à 1983, Eyadéma en 1986, etc.) au soutien à des régimes ethno-

genocidaires, tel le régime de Habyarimana au Rwanda ; les peuples africains ont une expérience amère de la manière dont l'impérialisme français défend « les valeurs universelles », c'est-à-dire par la remise en cause permanente de leur souveraineté.

L'événement

Grèce

Après la grève massive du 26 septembre...



La manifestation à Thessalonique lors de la grève du 26 septembre

Photo AFP

“Que faire maintenant pour le retrait de toutes les mesures de la troïka ?”

De notre correspondant en Grèce

Après une campagne de terreur aux élections du 17 juin, le parti de droite, Nouvelle Démocratie, gagnait de justesse face à la coalition de la gauche radicale Syriza qui exigeait l'annulation du mémorandum (1).

Cela avait débouché sur la formation d'un gouvernement tripartite — Nouvelle Démocratie et partis « socialistes » Pasok et Dimar. Les marchés financiers étaient rassurés... Mais durant tout l'été, explosions de colère spontanées, grèves sectorielles dans toutes les professions y compris les officiers de police, se sont succédées.

Les dirigeants des confédérations syndicales GSEE (secteur privé) et ADEDY (secteur public), liés aux partis gouvernementaux, avaient décidé de faire « service minimum », alors que la troïka exigeait onze milliards d'euros de coupes budgétaires en plus.

Ils ont finalement été contraints d'appeler à une grève de vingt-quatre heures le mercredi 26 septembre. Syriza, pendant deux mois, avait cessé de mettre au centre l'exigence de l'annulation des mémorandums pour laquelle 1,6 million d'électeurs avaient voté Syriza en juin. A la veille de la grève, Alexis Tsipras, porte-parole, a présenté le triptyque des exigences de Syriza : « Annulation du mémorandum, renégociation du contrat de prêt, restructuration du pays », ajoutant que « l'annulation du mémorandum signifie la fin des mesures et de la récession ».

Ce 26 septembre, les travailleurs grecs ont fait la démonstration qu'aucune stabilisation de la situation en Grèce n'est possible tant que s'appliqueront les mémorandums criminels de la troïka que le gouvernement prétend faire voter au pas de charge au Parlement avant le 8 octobre, date de la réunion de l'Eurogroupe (2). A Athènes, à nouveau, près de 100 000 travailleurs encerclaient le Parlement. Selon la GSEE, le taux moyen de grévistes a atteint les 80 % (85 % dans les ports et la

construction, 95 % dans la métallurgie, et jusqu'à 100 % dans certains secteurs). Cette poussée de la classe ouvrière amène à nouveau les dirigeants à radicaliser leur discours.

Le secrétaire général de GSEE a dû déclarer que « les dispositions des mémorandums ont été un fiasco aux résultats tragiques pour l'économie réelle et criminels pour la société ». De même, le secrétaire général d'ADEDY a appelé les travailleurs « à s'unir pour renverser le mémorandum et les mesures qui en découlent ».

Des discussions ont lieu dans les assemblées de grévistes. Ainsi, dans une ville ouvrière du nord du Péloponnèse, un militant nous raconte :

« Nous étions rassemblés au Centre ouvrier (Maison des syndicats). Fidèle à sa politique de division, PAME, la fraction syndicale du Parti communiste de Grèce (KKE) appelait à un autre rassemblement dans un autre endroit. Les dirigeants, qui n'avaient pas prévu tant de monde, n'avaient pas sonorisé l'extérieur. A l'intérieur, les orateurs se succédaient : syndicat des travailleurs municipaux, des impôts, d'OLME (ensei-

gnants du secondaire), le député Syriza de la région, puis le président du Centre ouvrier. Le discours de ce dernier était absolument incroyable, affirmant qu'il fallait « que les travailleurs se réveillent, qu'ils se battent ». Comme si les travailleurs n'avaient pas amplement répondu ce 26 septembre ! Un enseignant l'interpelle : « Que fait-on maintenant ? Comment on continue pour le retrait de toutes les mesures qui nous frappent ? » Silence total du dirigeant interpellé... Des travailleurs autour de moi disent : « On ne comprend pas ! »

Des interrogations renforcées par la décision des dirigeants confédéraux d'appeler, lundi 8 octobre, à une manifestation au Parlement... sans grève, alors que les nouvelles mesures devraient d'ores et déjà y être votées. Nous y reviendrons. ■

(1) Mémorandum : nom des deux plans d'austérité exigés par la troïka (FMI-Union européenne-BCE) et mis en œuvre par les gouvernements Papandréou et Papadémos.

(2) Réunion des ministres des Finances des Etats membres de la zone euro.

DOCUMENTS

Appel du syndicat des travailleurs de l'électricité GENOP-DEH

● Un appel a été adopté au lendemain de la grève du 26 septembre par le syndicat des travailleurs de la compagnie d'électricité (GENOP-DEH), dont le président, Nikos Fotopoulos, avait été, il y a plus d'un an, menacé de prison dans le cadre de ses activités syndicales. L'appel indique notamment : « Appel aux confédérations et aux syndicats à l'unité et à la lutte. Lors de sa réunion extraordinaire d'hier, la commission exécutive, par 21 voix pour et 6 abstentions s'est adressée à la direction de la GSEE, posant le problème de la grève reconductible, ajoutant que « si la réponse (de la confédération) n'est pas à la hauteur de l'attaque en cours, alors GENOP-DEH s'adressera directement aux confédérations mercredi prochain pour discuter et décider ensemble », et se conclut ainsi : « Le but de GENOP-DEH est de renverser cette politique. Nous ne pourrions gagner que si nous agissons en nous coordonnant tous ensemble pour résister fermement et rapidement. La commission exécutive, à l'unanimité, dénonce les mémorandums, demande l'annulation de l'accord de prêt et l'annulation de la dette publique. »

Papandréou, “socialiste”, conseiller d'Obama

● Georges Papandréou, ancien Premier ministre « socialiste » (2009-2011) sous l'égide duquel fut mis en œuvre le premier mémorandum avant qu'il ne soit chassé, en novembre 2011, est un homme important.

Fin août, il a été réélu, à l'unanimité, président de l'Internationale « socialiste ». Mais ce n'est pas tout. Il vient d'être nommé officiellement « conseiller » dans l'équipe de campagne du candidat... Obama.

Comme « tout travail mérite salaire », il a également décroché un contrat d'une semaine de cours par mois à la prestigieuse université de Harvard, pour le salaire modeste de ... 46 000 euros.

Italie

Des dizaines de grèves, d'occupations, de luttes se multiplient chaque jour

La volonté de combat des travailleurs est bien présente. A quels obstacles sont-ils confrontés ?



La parole à...

Lorenzo Varaldo,
militant syndicaliste italien

L'été 2012 a été marqué en Italie par une série de luttes et de mobilisations. Fin juillet, c'étaient les ouvriers de l'Ilva, à Taranto, dans le sud du pays, une grande usine sidérurgique, privatisée dans les années 1990 sous la pression de l'Union européenne, dont la fermeture totale a été annoncée le 26 juillet. Immédiatement, toute la population s'est mobilisée pour sauver l'usine et les emplois.

« Ouvriers sur le pied de guerre », titre *La Stampa* : manifestations, grèves, occupation de l'usine, colère de la population contre le gouvernement. A la base, il y a l'unité des syndicats : « *Lusine est nôtre* », crient les ouvriers, et les dirigeants nationaux des syndicats sont obligés de dire : « *Nous n'accepterons pas la fermeture de l'Ilva, quelle que soit la raison.* »

Puis c'est au tour des mineurs des mines de charbon Sulcis, en Sardaigne, de se mettre en grève. Là aussi, devant la volonté de fermer la mine, la colère des travailleurs se tourne contre le gouvernement qui avait promis un plan de relance. Ils occupent la mine, exigeant du gouvernement qu'il en assure le sauvetage.

Les proches des mineurs organisent des manifestations, toute la population est prête à se mobiliser. L'exigence est claire : la Sardaigne ne peut pas mourir ! La situation de l'île est dramatique. Au cours des dernières années, mille deux cent treize usines ont fermé...

Le 31 août, les ouvriers montent sur Rome, en colère. Le gouvernement cherche à gagner du temps et annonce que pour l'instant, la mine ne ferme pas. Les ouvriers déclarent : « *Pour nous, c'est une trêve armée.* »

Dans le même temps, les ouvriers de l'Alcoa (aluminium), en Sardaigne également, se mettent en grève contre l'annonce de la fermeture. Et là aussi, les ouvriers montent sur Rome, le 10 septembre. *La Repubblica* écrit : « *Ils sont venus avec des bombes de papier, pétards, fusées... des centaines d'explosions qu'on peut entendre dans le cœur de Rome, du matin jusqu'au soir (...), le tout accompagné par le rythme obsessionnel, hypnotique, des casques de plastique que les ouvriers frappent sur le sol et des sirènes (...). Quand les dirigeants des syndicats sortent du palais du gouvernement, le soir, la colère s'allume à nouveau.* » « *Nous sommes prêts à tout* », déclarent les ouvriers, et ils chassent de la manifestation Fas-

sina, le responsable de « gauche » du Parti démocrate (PD) qui soutient le gouvernement Monti et toute la politique qui a mené à cette situation. Le ministre du Développement économique, Corrado Passera, banquier, se voit obligé de déclarer qu'« *il faut trouver une solution* ». La fermeture, déjà annoncée par le même ministre la veille, « *est retardée* »...

Le 19 septembre, les travailleurs des transports des municipalités sont en grève. La participation est énorme, les villes sont paralysées. Et chose significative, les travailleurs n'ont pas respecté la loi antigreve et se sont mis en grève pendant toute la journée, ce qui est interdit par la loi. Le gouvernement s'inquiète.

Ilva, Sulcis, Alcoa, transports en commun... En réalité, des dizaines de grèves, d'occupations, de luttes contre les fermetures se multiplient chaque jour, alors que sont annoncées 180 000 suppressions de postes de travail durant l'automne et que des municipalités ne parviennent plus à payer les salaires...

La Repubblica s'inquiète face à la révolte des ouvriers d'Alcoa : « *Ce qui s'est passé à Rome est l'expression d'une tension qui monte et qui devient chaque jour plus vive.* »

La volonté de combat des travailleurs est bien présente, avec une recherche constante de mobilisation directe, car c'est leur vie qui est en jeu.

A quels obstacles sont-ils confrontés ? Sans aucun doute, à la politique des dirigeants des partis de gauche, et en particulier du PD, qui soutiennent le gouvernement Monti, le TSCG et toute la politique de rigueur dont le gouvernement annonce la poursuite. Mais aussi aux directions des syndicats, qui discutent avec le gouvernement d'un pacte social qui détruirait ce qui reste du contrat national et des conquêtes sociales.

Sous la pression des travailleurs, la Confédération générale italienne du travail (CGIL) et l'Union italienne du

travail (UIL) ont convoqué, le 28 septembre, une grève générale de la fonction publique. Mais quand les pires attaques ont été adoptées dans le cadre du plan de rigueur en juillet, les dirigeants n'ont pas appelé à la grève et, aujourd'hui, ils n'exigent pas le retrait du plan, mais une « *rigueur juste* ».

On peut également s'interroger : pourquoi une grève seulement dans la fonction publique ? Pourquoi pas avec les autres secteurs, comme l'école, qui se trouve dans une situation dramatique à cette rentrée, la santé, qui est confrontée à des dizaines de fermetures d'hôpitaux, avec les travailleurs de tout le pays ? Pourquoi pas avec les travailleurs de la Fiat, qui viennent d'entendre son patron, Marchionne, leur annoncer que le projet « *Fabbrica Italia* », présenté il y a deux ans pour leur faire accepter la « *flexibilité sau-*

vage », est annulé, entraînant le pays dans une crise encore plus grave ?

Ne s'agit-il pas là des conséquences concrètes de la politique de l'Union européenne ?

Ne s'agit-il pas là des conséquences du soutien des dirigeants du PD et des autres partis « *de gauche* », quelle que soit sa forme, à la politique de l'Union européenne et au TSCG ?

Et, si les grèves restent pour l'instant isolées, s'il n'y a pas d'appel à la grève générale, n'est-ce pas parce que les dirigeants des syndicats restent dans le cadre destructeur du TSCG, que Monti entend poursuivre ?

Toute la question se concentre donc dans le combat pour la rupture avec le TSCG, pour son abrogation, pour l'unité pour le retrait de toutes les mesures de destruction qui en découlent.

Le 6 octobre, l'assemblée publique du « *comité pour un parti indépendant des travailleurs* » mettra à l'ordre du jour la question suivante : comment aider les travailleurs, les délégués, les militants à réaliser cette unité que les masses cherchent à imposer ? ■



Les ouvriers d'Alcoa manifestent à Rome le 10 septembre 2012.

Espagne



Madrid, le 15 septembre 2012 : « Ils volent, ils frappent et... ils nous représentent. »

Andreu Camps

« Le pays est en train de glisser des mains de Rajoy. »

C'est ce qu'a déclaré le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Alfredo Perez Rubalcaba, pour définir la situation de l'Espagne. En effet, après l'immense manifestation du 11 septembre à Barcelone, il y a eu la marche à Madrid du 15 septembre, les grèves successives dans les transports publics des grandes villes du pays, et les manifestations d'enseignants, notamment de la région de Madrid, ont repris, annonçant de nouvelles grèves pour le mois d'octobre.

Le 25 septembre, une centaine de milliers de jeunes ont manifesté, de façon quasi spontanée, en direction du Congrès des députés, pour exiger la démission du gouvernement et l'ouverture d'un processus constituant.

Jeudi 27 septembre, le gouvernement a présenté le projet de budget 2013 qui constituerait, s'il était adopté, un nouveau plan d'austérité. Pour la première fois, le paiement des intérêts de la dette est la première dépense de l'Etat. Le montant de ces intérêts s'élève au double des économies réalisées par les plans d'austérité !

LA QUESTION DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Ces derniers jours, les conseils confédéraux des Commissions ouvrières (CCOO) et de l'Union générale des travailleurs (UGT) se sont tenus. Il y a eu une discussion, car plusieurs membres ont posé la question de la convocation d'une grève générale face à une situation insupportable, pour porter un coup d'arrêt aux attaques du gouvernement et à ce qui s'annonce. D'autres ont insisté sur le fait qu'on ne devait pas laisser la jeunesse toute seule, comme cela s'était passé à Madrid, car elle a été l'objet d'une provocation policière grossière qui cherchait à terroriser la population pour remettre en cause le droit de manifester. La provocation a été si grossière que la justice a été obligée de faire relâcher toutes les personnes arrêtées. Mais les secrétaires généraux des CCOO et de l'UGT, Toxo et Mendez,

tout en disant que « *la situation sociale est explosive et que n'importe quelle étincelle pourrait tout faire sauter* », expliquent qu'il faut « *poursuivre la campagne pour un référendum en considérant que c'est une bataille à moyen terme* », et ce contre tous les travailleurs et les jeunes du pays.

ÉLECTIONS ANTICIPÉES EN CATALOGNE

Le gouvernement régional de Catalogne, qui est à l'avant-garde de l'application des plans d'austérité, a décidé d'anticiper la tenue des élections pour le 25 novembre. Il essaie de détourner les aspirations à la souveraineté du peuple de la Catalogne vers la perspective de « *Catalogne, nouvel Etat d'Europe* ».

Dans la discussion au Parlement catalan, où ont été décidées les élections anticipées et la préparation pour les années à venir d'une consultation du peuple de Catalogne sur son avenir, le président de la Generalitat (gouvernement régional — NDLR), Artur Mas, a déclaré : « *Il faut que la Catalogne cède une partie de sa souveraineté à l'Europe.* »

A la décision du gouvernement de Catalogne, le gouvernement central de Mariano Rajoy a répondu : « *Il existe des instruments juridiques et institutionnels suffisants pour empêcher le référendum sur l'indépendance, et il y a un gouvernement disposé à les utiliser.* » C'est bien une menace, à peine voilée, d'utiliser la force.

Face à cette situation, un appel a été lancé, adressé aux candidats aux élections en Catalogne qui se réclament du mouvement ouvrier et du droit des peuples, « *à rejeter tous les accords et dispositions qui découlent de l'application des traités et directives de l'Union européenne, particulièrement de la loi de stabilité budgétaire (qui découle de la règle d'or du nouveau traité européen) (...); à s'adresser à tous les peuples de l'Etat espagnol et en particulier à ses représentants qui se réclament du socialisme et du droit des peuples pour combattre ensemble la dictature de Bruxelles et ouvrir la voie à une Constituante fondée sur le respect du droit à l'autodétermination* ». ■

Portugal

150 000 manifestants à Lisbonne à l'appel de la CGTP

“Dehors le gouvernement ! Dehors la troïka !”



Photo AFP

150 000 manifestants ont envahi la place Terreiro do Paço, le 29 septembre.

Correspondant

De tout le pays, dans leurs cortèges syndicaux, 150 000 manifestants ont envahi la place Terreiro do Paço et les principales rues de Lisbonne, à l'appel de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), syndicat majoritaire dans le pays.

C'est l'action organisée, capable de structurer le mouvement de tout le peuple qui a manifesté massivement depuis le 15 septembre, qui commence à se constituer.

Tous les secteurs du mouvement syndical, des commissions de travailleurs avec leurs mots d'ordre, contre les privatisations des entreprises nationales, des chantiers navals de Viana do Castelo, de la radio-télévision portugaise étaient là, rassemblés dans la manifestation.

A la fin de la manifestation, le secrétaire général de la CGTP, Armenio Carlos, a notamment indiqué : « Nous devons nous concentrer sur ce qui est essentiel et nous rassembler pour modifier la situation. » Il a annoncé une réunion extraordinaire de conseil national de la CGTP, le 3 octobre, pour discuter de la préparation d'une grève générale avant la fin de l'année. Il a affirmé que « la CGTP n'acceptera pas de mesures de réductions des salaires

et des pensions de retraite ». Il s'est adressé publiquement à l'Union générale des travailleurs (UGT) pour lui proposer de « marcher ensemble ». Les déclarations d'Armenio Carlos reflètent l'aspiration à l'unité pour en finir avec le gouvernement, présente dans toutes les couches de la population et qui s'est exprimée notamment dans les manifestations spontanées du 15 septembre.

Joao Proinça, secrétaire général de l'UGT, a répondu publiquement à Armenio Carlos : « Il est évident que l'UGT n'adhère pas aux grèves générales de la CGTP. L'UGT est disposée à discuter avec la CGTP et avec les autres forces du mouvement syndical sur les formes de lutte, y compris la grève générale qui doit être décidée par toutes les centrales syndicales et non comme un ralliement à la grève générale de la CGTP. »

Cette prise de position des deux principaux dirigeants syndicaux a soulevé une grande expectative parmi les travailleurs, et au-delà, sur la possibilité d'une action commune. Sans aucun doute, le combat pour l'unité des travailleurs portugais, avec leurs organisations, autour d'objectifs précis, notamment le retrait du mémorandum de la troïka, est la voie qui doit être ouverte, le combat qu'exige la majorité. ■

Grande-Bretagne

“Pourquoi je soutiens la convocation d'une conférence européenne”



Photo AFP

La parole à...

John McDonnell, député du Labour Party de Hayes et Harlington, président du Comité pour la représentation politique du mouvement ouvrier (LRC) (1)

Propos recueillis à l'issue du congrès des TUC, la centrale syndicale britannique, par Jean-Pierre Barrois

Quelle est aujourd'hui la situation en Grande-Bretagne, à la suite des coupes budgétaires et du plan d'austérité ?

Le trait marquant, c'est l'ampleur de ces coupes. Jusqu'à présent, seuls 15 % de ce qui était prévu ont été réalisés. Le chômage est en hausse, avec la suppression d'un nombre impressionnant d'emplois dans le secteur public : 500 000, et, par ricochet, le même nombre dans le secteur privé. Et encore, la réalité est-elle masquée par le développement du temps partiel imposé et du chômage à temps partiel, qui concernent 1,5 million de personnes. Depuis deux ans, les salaires sont gelés dans le secteur public. Ils le sont aussi dans le secteur privé, où, parfois, ils ont même baissé.

Il y a même du travail forcé sans salaire, pour les jeunes surtout. Ils appellent cela des « stages », mais c'est du travail gratuit.

Dans certains secteurs de Londres, ils sont en train d'introduire un système où les jeunes seront privés de prestations sociales s'ils ne travaillent pas gratuitement. Ils appellent cela du bénévolat, mais c'est de l'exploitation.

Dans ce bureau — ma permanence électorale —, nous organisons une banque alimentaire. Les gens viennent, nous leur donnons des colis. C'est la seule façon d'éviter qu'ils perdent pied. Oui, les gens sont durement, très durement touchés par l'austérité.

N'est-ce pas la résistance de la classe ouvrière qui explique que seulement 15 % du plan a été appliqué ? La motion 5 (2) qui vient d'être adoptée au congrès des TUC n'est-elle pas une expression de cette résistance dans le mouvement syndical ?

C'est un fait que le gouvernement n'a fait passer que 15 % de ses mesures. Il veut encore réduire de 10 milliards de livres (12,5 milliards d'euros) le budget de la protection sociale, de 20 milliards celui du système de santé, peu à peu privatisé, et il sait que les recettes fiscales s'effondrent, à cause du chômage élevé. Ce qui signifie qu'il doit envisager des coupes supplémentaires cet automne.

Il faut donc s'attendre, avant le budget, à une déclaration qui annoncera une nouvelle série de coupes.

Mais tu as raison, ce qui terrifie actuellement le gouvernement, c'est cette résistance des étudiants, des syndicats, de toute la population en maints endroits. Le gouvernement a répondu dans un sens encore plus réactionnaire. Il vient d'y avoir un remaniement qui a marqué un net virage à droite.

Cette résistance explique en effet les résolutions du congrès des TUC sur la grève nationale du secteur public du 20 octobre et la perspective d'une grève générale. Nous devons donc nous engager dans la préparation de cette bataille.

Lors du congrès, le délégué du syndicat des cheminots (RMT) a insisté sur le fait que cette politique est dictée par l'Union européenne et la Banque centrale européenne. Qu'en penses-tu ?

Des néolibéraux sont en ce moment à la tête des gouvernements dans pratiquement tous les pays. Ils contrôlent la politique européenne tout autant que celle de chaque nation. Ils se servent de la Banque centrale européenne (et pas seulement de la BCE, mais aussi de la Banque mondiale, du FMI).

De cette récession devenue dépression, nous tirons trois enseignements : tout d'abord, le capitalisme est en pleine crise ; deuxièmement, l'Etat est un Etat capitaliste, il n'exécute donc que les ordres du capital ; et troisièmement, les politiques suivies actuellement nous font subir une récession toujours plus grave.

Le but de la BCE est essentiellement de faire payer la crise aux travailleurs. Que cette politique vienne des gouvernements nationaux ou de la BCE, elle est exactement la même. Dans le débat qui se mène au sein du mouvement syndical britannique, nous disons : oui, nous devons reconnaître que la BCE joue maintenant un rôle bien plus significatif que ce que les gens croyaient, et qu'elle contrôle les gouvernements nationaux.

Tu as signé la déclaration issue de la rencontre de Cologne de juin dernier. Celle-ci propose de convoquer une conférence européenne largement ouverte afin de lutter pour l'unité contre cette politique imposée par le FMI et l'Union européenne. Penses-tu t'associer à cette proposition ?

Il faut reconnaître que la tradition britannique, c'est l'isolement, et ce depuis des générations.

Nous essayons maintenant de rompre avec cette tradition, c'est une nécessité. Et ce que nous essayons donc de faire dans la gauche britannique, c'est de tisser le plus possible de liens. La raison pour laquelle je soutiens l'idée d'une conférence européenne, c'est que nous avons absolument besoin d'un lieu d'échanges, d'une forme de structure où nous puissions travailler ensemble. Ce que nous recherchons, c'est la solidarité internationale, que cela concerne les grèves ou la mise en commun de nos préoccupations politiques, l'élaboration d'une plateforme politique commune, qui nous fait cruellement défaut. La crise force la gauche britannique à devenir ce qu'elle a toujours prétendu être, une gauche internationaliste. C'est pourquoi je soutiens la convocation d'une conférence européenne.

Il ne s'agit pas seulement d'en finir avec les gouvernements, de les faire tomber et de reprendre notre train-train habituel. Il y a actuellement une vraie chance à saisir. Les gens commencent à comprendre le fonctionnement de cette société capitaliste, ils cherchent d'autres solutions, et nous avons aujourd'hui l'occasion de combler ce vide. ■

(1) Le LRC a repris le nom du comité fondé en 1899 et qui a donné naissance au Labour Party comme représentation politique et parlementaire du mouvement syndical. C'est actuellement le regroupement de la gauche du Labour. Il bénéficie du soutien d'une dizaine de députés, de plusieurs secrétaires de syndicats nationaux et d'unions locales ainsi que de sections locales du parti ou des syndicats. On peut lire l'intégralité de cette interview dans le Bulletin de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, n° 93, daté du 28 septembre.

(2) La motion 5 adoptée par le congrès des TUC, en dépit de l'opposition de la direction, mandate celle-ci pour mettre la question de la grève générale à son ordre du jour.

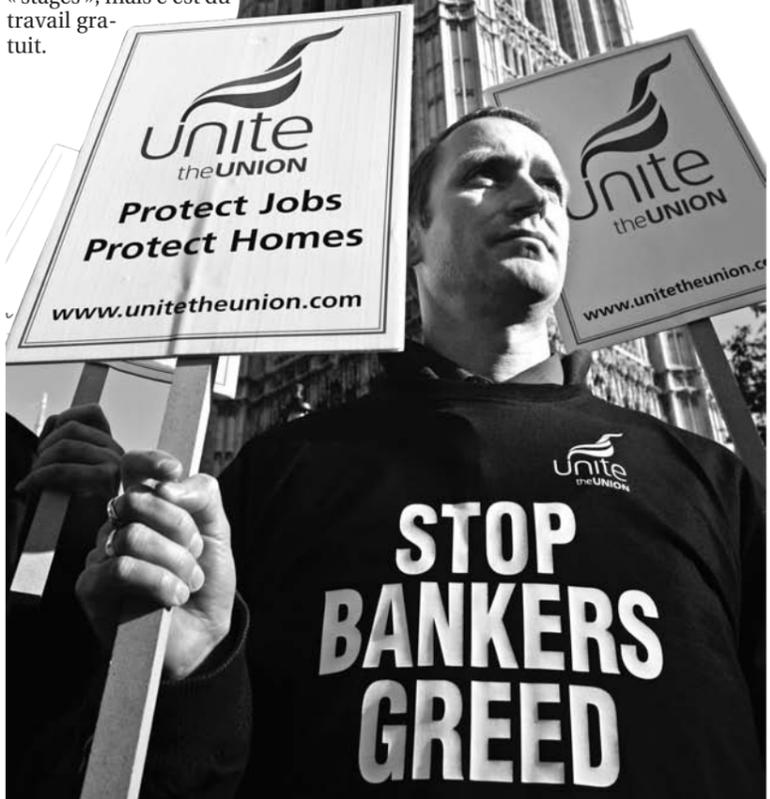


Photo AFP

400 signatures sur un appel

Dans la manifestation, quatre cents travailleurs ont signé une lettre adressée aux organisations qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs, sur la nécessité de l'action commune, y compris la grève générale, l'exigence du retrait du mémorandum et la démission du gouvernement.

Le 2 octobre, l'ex-président de la République, Mario Soares, a déclaré : « Le gouvernement ne peut pas se trouver dans pire situation. Il est à l'agonie. Toute la société portugaise est contre lui sauf de rares exceptions. Les forces armées, les forces de sécurité, les travailleurs au chômage, ceux qui ont encore un travail, les classes moyennes, les médecins, les infirmiers, les enseignants, les entrepreneurs en faillite et ceux qui n'y sont pas encore, les jeunes diplômés sans emploi auxquels le gouvernement a conseillé d'émigrer, les paysans, les étudiants, les pêcheurs, les fonctionnaires, les employés municipaux... Jamais il n'y a eu une si large unanimité contre un gouvernement depuis le 25 avril 1974. »

